

Mélenchon veut être le candidat " de la sortie des traités "

L'eurodéputé entend faire de la question européenne l'un des thèmes centraux de sa campagne pour la présidentielle de 2017

L'Europe, on la change ou on la quitte. " C'est le message provocateur, qui fait écho à un vieux slogan de la droite dure – " la France, tu l'aimes ou tu la quittes " –, que Jean-Luc Mélenchon a martelé, vendredi 24 juin, au lendemain de la décision des Britanniques de sortir de l'Europe. " L'idée qu'une Union européenne a été tuée par la caste des eurocrates et la politique d'austérité imposée par le gouvernement allemand avec la complicité active des deux présidents français qui, depuis 2005, ont violé le vote de notre peuple ", a-t-il ajouté sur son compte Facebook.

Ces dernières semaines, pendant la campagne du référendum, le député européen était resté discret sur le sujet. Mais depuis le résultat, il est sorti de sa réserve. *" Ça rebat profondément les cartes, indique-t-il au Monde. C'est mieux que la situation figée d'avant. "* Sur Facebook, il le clame désormais : il est le candidat *" de la sortie des traités européens "*. *" L'heure du plan B va sonner "*, assure-t-il.

Ce vocabulaire signe la radicalisation de M. Mélenchon sur les questions européennes. En 2012, allié au PCF, il entendait *" s'affranchir "* du traité de Lisbonne, ratifié par la France après le non de 2005 au référendum sur le traité constitutionnel européen, et *" construire une autre Europe "*. *" C'était un autre contexte, rappelle-t-il. Hollande s'était engagé à renégocier le traité budgétaire européen. Et moi, je me sentais fort du "non" de 2005. "* Il s'est éloigné de cette position, qui reste celle des communistes. Ces derniers ont de nouveau appelé vendredi à *" la refondation de l'Europe "*.

La réponse des Européens aux crises des dettes chypriote et grecque, en 2013 et 2015, a fait évoluer l'ex-sénateur. *" Leur brutalité et leur violence m'ont convaincu de parler clair "*, explique-t-il.

M. Mélenchon en reste persuadé : faute d'un plan B crédible, le premier ministre grec, Alexis Tsipras, n'a pu instaurer un rapport de force avec l'Union européenne et s'est lié les mains face à ses créanciers. Depuis, le député européen travaille à l'élaboration de cette stratégie alternative, dans laquelle le sort de l'euro n'est pas tranché, si une renégociation des traités échouait.

La promesse d'un référendum

Il a même organisé une conférence sur le sujet en janvier. Parmi les intervenants, plusieurs universitaires ou partisans d'une sortie immédiate de la monnaie unique, comme l'économiste Frédéric Lordon. Dans son discours de clôture, M. Mélenchon n'allait pas aussi loin, mais jugeait que *" l'euro n'est pas l'Europe "*. C'est *" un petit bout de la chaîne par laquelle vous êtes tenus (...) C'est cette chaîne que nous voulons rompre "*, avait-il ajouté. Depuis, il manie l'ambiguïté et marche sur une ligne de crête souverainiste. De quoi creuser un peu plus le fossé qui le sépare de ses ex-partenaires du Front de gauche.

Le candidat de *" la France insoumise "* veut le croire : *" 2017 sera le retour de la question européenne. "" En 2012, on n'avait pas réussi à faire entrer ce sujet dans la campagne, regrette-t-il. L'autre - François Hollande - avait tué le débat en disant qu'il allait renégocier le traité budgétaire européen. "* S'il accède au pouvoir, M. Mélenchon promet un référendum sur les traités européens.

Et qu'on ne vienne pas lui dire qu'il chasse sur les terres de Marine Le Pen. *" Elle est pour la sortie de l'Union européenne, ce n'est pas ce que je propose, affirme-t-il. Elle est dans une position nationaliste qui lui fait ignorer les conséquences d'une sortie unilatérale. Moi, ma première tâche sera de renégocier les traités, et si ça ne marche pas, on passe au plan B. Mais je ne commence pas par céder l'Europe aux Allemands. C'est l'angle mort de sa pensée. "*

Après avoir rencontré François Hollande qui devait recevoir samedi à l'Élysée les chefs de parti dans le cadre du "Brexit", M. Mélenchon était attendu dimanche à Madrid. De nouvelles élections législatives sont organisées en Espagne, les secondes en six mois après l'échec

du Parlement à former un gouvernement. Fort de son alliance avec les néocommunistes de la Gauche unie (Izquierda unida), Podemos, le parti de la gauche anti-austérité, semble en bonne position pour ravir sa deuxième place au Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE).

Quelles seront les conséquences du " Brexit " sur le vote espagnol ? Le député européen refuse de se prononcer, mais il sait que la décision des Britanniques pèsera. Pablo Iglesias, le leader de Podemos, a adopté une stratégie à l'opposé de celle de son ancien collègue du Parlement européen en se prononçant pour le " Remain ". *" Il craignait l'onde de choc d'un "non" qui l'aurait identifié à une politique de rupture avec l'UE, considère le fondateur du Parti de gauche. Il ne veut pas de tout ce qui aurait l'apparence de l'extrême, il craint que ça fasse peur. "* Ce qui n'est manifestement pas la préoccupation de M. Mélenchon.

Raphaëlle Besse Desmoulières

© Le Monde